

La société Texaco Canada est à vendre. D'après l'Agence de surveillance du secteur pétrolier, les sociétés Bow Valley et Husky, qui sont toutes deux sous contrôle étranger, sont les principaux soumissionnaires à l'heure actuelle. Compte tenu de cela, quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre pour s'assurer que la société Texaco Canada ne contribue pas au déclin du taux de propriété canadienne en étant cédée à des sociétés étrangères?

M. McDermid: A qui appartient-elle aujourd'hui?

● (1120)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je n'ai pas de leçon de franchise à recevoir du député de Winnipeg—Fort Garry. Je fais allusion à l'article paru le 9 août dans le *Winnipeg Free Press*, qui donne les raisons pour lesquelles le député et le chef de son parti devraient se décider à dire la vérité au sujet de l'Accord de libre-échange. Le député devrait lire cet article, car cela lui donnerait vraiment à réfléchir.

Si le député demande que le gouvernement rétablisse l'Agence d'examen de l'investissement étranger, qui a contribué à la ruine du secteur énergétique, la réponse est non. Nous encourageons les investissements . . .

Mme Copps: Défendez les intérêts du Canada.

M. Mazankowski: Je sais que le député de Winnipeg se moque pas mal du secteur énergétique, mais il y a ici des députés qui s'y intéressent.

Je le répète, on a renforcé ce secteur et cela a permis de créer des emplois et de stimuler l'économie de toutes les régions du pays. L'Affaire Texaco sera examinée en temps et lieu si une demande est présentée à Investissement Canada. Une telle demande sera jugée de façon pertinente conformément à la politique et aux directives établies par Investissement Canada.

M. Axworthy: Monsieur le Président, si le vice-premier ministre accorde autant de crédit que cela à l'éditorial du *Free Press*, il devrait prendre note de ce que rapporte aujourd'hui le journal, à savoir que les libéraux mènent dans les sondages à Winnipeg avec 45 p. 100 des intentions de vote, contre 24 p. 100 pour son parti. Dans ces circonstances, le *Free Press* peut bien publier tous les editoriaux qu'elle veut, car nous prenons de plus en plus d'avance dans les sondages, et les conservateurs traînent de plus en plus de l'arrière.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une autre question sérieuse au vice-premier ministre et j'aimerais qu'il me réponde sérieusement.

Aux termes de l'accord commercial proposé, le gouvernement a modifié ses exigences et le contrôle sur les investissements étrangers en est affaibli d'autant. La loi américaine contient de nouvelles dispositions en matière de négociation qui permettront aux Américains de restreindre davantage les

droits acquis à l'égard des investissements dans le secteur des ressources énergétiques et autres.

Est-ce que, dans le fond, le gouvernement n'est pas en train de souscrire secrètement, non à la vente des ressources du Canada, mais à la cession de la propriété de ces ressources? Ne sommes-nous pas en train de vendre le pays par le biais de vos politiques dans le domaine de l'énergie, du pétrole, du gaz et des ressources? Ne sommes-nous pas témoins de la vente au rabais de tout le Canada?

M. le Président: A l'ordre. Je demanderais aux députés d'adresser leurs questions à la présidence. Le ministre a la parole.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, voilà une autre raison pour laquelle le journal *Winnipeg Free Press* son éditorial «Dites-nous la vérité». L'éditorialiste a écrit: «John Turner devrait nous dire la vérité».

M. Axworthy: Voilà pourquoi le parti libéral a atteint 45 p. 100 à Winnipeg. Voilà pourquoi il ne restera pas un seul député conservateur à Winnipeg.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député de Winnipeg—Fort Garry devrait dire la vérité au peuple et ne pas la déformer comme il l'a fait dans cette question et bien d'autres se rapportant aux investissements.

Le député devrait comprendre que l'objet de l'Accord de libre-échange . . .

M. Boudria: Mike, où allez-vous vous présenter?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les députés ne veulent pas que l'on réponde à la question. Le député de Winnipeg—Fort Garry a répété maintes et maintes fois que nous ne devrions pas donner suite à l'Accord de libre-échange, mais que nous devrions nous en tenir à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Il devrait comprendre que le GATT porte sur la question des investissements et celle du commerce des services. Ce que nous avons fait dans le cadre de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis correspond à ce qu'il veut nous suggérer de faire en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le député devrait poser des questions un peu plus cohérentes et déformer un peu moins les faits.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question pour le vice-premier ministre. Puisque l'on parle de dire la vérité, voilà un an que le gouvernement dit aux Canadiens que, en tant que consommateurs, ils vont profiter de la réduction totale des droits de douane avec les États-Unis en raison de l'accord de libre-échange.